

Plateforme électorale Solidaire et projet de société aux oubliettes **Raccourci pseudo-radical et nationaliste de fusion avec Option nationale**

Officiellement la vedette du congrès Solidaire du début décembre devrait être la plateforme électorale. La lecture des médias, y compris de Presse-toi-à-gauche, l'organe officieux du parti, révèle que toute l'attention se concentre sur la fusion au-pas-de-course avec Option nationale. Le responsable national aux communications du parti et co-dirigeant du site officieux invite à la violation des statuts et du programme¹ au nom des « *circonstances actuelles* »². Le commentateur attiré du site se demande pourquoi « *une entente si nécessaire suscite autant d'opposition* »³. D'affirmer un prétendant au poste de responsable aux orientations : « *...les avantages de la fusion entre Québec solidaire et Option nationale sont nettement supérieurs aux quelques efforts demandés pour y arriver.* »⁴ On entrevoit qu'avec un pareil cynisme la défense et la promotion du programme sont vouées aux gémonies, qu'elles continueront d'être sacrifiées sur l'autel de l'« efficace » électoralisme. La fusion avec un parti ultra-marginal, symbolique prétendent certains, serait devenue la potion magique pour que Québec solidaire cesse d'être « *éternellement marginal* ». N'est-ce pas plutôt la grande illusion pour ne pas « *oser* » l'audace, toute proportion gardée, d'une Valérie Plante dont bien sûr il ne faut pas pour autant faire son pain béni.

Bye-bye projet de société

Heureusement, l'actuel responsable aux orientations, en dissidence de la direction nationale, rappelle que Québec solidaire est clairement indépendantiste depuis le début et que sa stratégie de la constituante est rigoureusement démocratique. Ce qui inévitablement, doit-on ajouter, provoque une tension étant donné l'actuel appui minoritaire à l'indépendance, tension qui ne se résout pas par le Deus ex machina d'une antidémocratique assemblée constituante indépendantiste à froid que veut imposer au prochain congrès le tandem de la fusion. Comme l'avance ce responsable, pour résoudre la contradiction, « *...sous le titre Un pays de projet, nous énumérons clairement les avantages d'accéder à l'indépendance. [...] Pour rallier une majorité populaire, Québec solidaire mise depuis sa fondation sur son projet de société.* »⁵... projet de société qu'il ne précise malheureusement pas. Ce responsable, cependant, se trompe quand il affirme que le seul bavardage y suffira. Il faudra toute la force de la rue. L'assemblée constituante ne peut être que le moment institutionnel de la grande mobilisation de la rupture indépendantiste. La stratégie Solidaire c'est d'abord la stratégie pour susciter cette mobilisation laquelle ne peut être autre chose que le projet de société, concrètement articulé, de rupture avec le capitalisme néolibéral⁶.

On constate que la presque totalité des participants au débat — notons une seule participante qui voit l'indépendance comme du court-termisme électoraliste aux dépens de l'unité pan-canadienne pour combattre des enjeux globaux⁷ alors que l'indépendance vise à mettre en échec l'oppression nationale pour justement arriver à cette unité — balaie du revers de la main toute la question du projet de société alors que la plateforme est le plat principal du prochain congrès. Cette mise au rancart de la question sociale étonne de la part d'un (du?) représentant d'Alternative socialiste⁸, pourtant queue par dessus

1 Hassoun Karam, [Interprétation d'une légitimité](#), Presse-toi-à-gauche, 31/10/17

2 André Frappier, [La fusion QS ON pose la question de la croissance d'un pôle politique à gauche](#), Presse-toi-à-gauche, 7/11/17

3 Pierre Mouterde, [Pourquoi une entente si nécessaire suscite autant d'oppositions ?](#), Presse-toi-à-gauche, 7/11/17

4 Benoît Renaud, [La fusion QS-ON et la mutation du paysage politique](#), Presse-toi-à-gauche, 7/11/17

5 Jean-Claude Balu, [Une stratégie indépendantiste cohérente depuis 2006](#), Presse-toi-à-gauche, 7/11/17

6 Marc Bonhomme, [Le projet de plateforme Solidaire rate la cible du projet de société. Mais toute l'attention va à Option nationale, piège nationaliste](#), Presse-toi-à-gauche, 19/09/17

7 Céline Hequet, [La fusion QS-ON : une bonne ou une mauvaise chose pour les solidaires ?](#), Ricochet par Presse-toi-à-gauche, 12/10/17

8 Raphaël Langevin, [QS/ON : Réussir la fusion, oui, mais à quel prix... ?](#), Infolettre d'Alternative socialiste par Presse-toi-à-gauche, 7/11/17

tête dans la lutte syndicale, qui s'enfiroupe dans le byzantinisme formel pour ne pas prendre parti. Cette disjonction entre la question nationale et la question sociale, presque totale, est le signe probant d'un engoncement social-démocrate qui sépare par une muraille de Chine le socio-économique et le politique au point de réduire ce dernier à « la » politique (partisane), chemin royal vers l'électoratisme, et la stratégie à un processus institutionnel de paradoxale rupture dans la continuité.

Tirer les leçons de la victoire de Projet-Montéal, si petit bourgeois soit-il

Il faudrait tirer les leçons de la victoire de Projet-Montréal (et de la stagnation du parti lors de l'élection partielle de Louis-Hébert). Oui, il y a eu l'entrain de leur campagne et a contrario pour leur adversaire. Oui, il y a eu une sympathie pour les candidates femmes, et pas seulement à Montréal, peut-être en contrepartie du scandale du « #moiaussi ». Mais il y a surtout eu un parti pris prioritaire concret, clair et martelé pour le transport collectif (ligne métro rose, 300 autobus) et actif⁹. Il était irrécupérable par l'adversaire et il déstabilise maintenant les gouvernements supérieurs¹⁰. Ce parti pris a ouvert la porte à l'enjeu de la gratuité¹¹, occasion que n'a guère saisie la direction Solidaire traumatisée par sa radicalité mobilisatrice. Cependant, soyons sans illusion. Ligne rose et tutti quanti s'enliseront dans les méandres du financement... à moins qu'une mobilisation populaire vienne à la rescousse... ce qui serait plus facile avec le « Grand virage » de Coalition climat Montréal¹². Tout de même, cette affirmation forte pour le transport public contraste avec la mise en vedette du salaire minimum à 15\$ l'heure par la direction Solidaire, aussi soutenue par le PQ même sans enthousiasme, et politique officielle des Libéraux ontariens à laquelle la gent capitaliste se ralliera tôt ou tard¹³, sauf s'il y a baisse des prix. En plus, le 15\$ permet à la bureaucratie syndicale de dorénavant l'amère pilule de la concertation qui a conduit à la débâcle du dernier Front commun¹⁴. Cette campagne pour le 15\$ est autant une nécessité tactique qu'un piège à ours stratégique.

Projet-Montréal, à son niveau municipal de grande ville avec ses limitations budgétaires et légales et dans le cadre d'un parti de la petite bourgeoisie technocratique dirigé depuis peu par son aile gauche, a su mordre jusqu'à la moelle dans l'os des préoccupations populaires. À l'heure des catastrophes climatiques médiatisées de cet été, d'une insupportable congestion urbaine, d'un après choc d'austérité le tout contrasté par un envers de la médaille de quasi plein emploi bonifiant les surplus budgétaires du gouvernement québécois, la population veut un réinvestissement social qui soit écologique au sens large d'améliorer la qualité de la vie. Au niveau national et dans une perspective indépendantiste, ce succès électoral inattendu et rafraîchissant signifie une attente d'une politique de plein emploi écologique¹⁵. C'est exactement la voie contraire qu'a prise la direction Solidaire en évacuant de son projet de plateforme électorale 2018 les points écologiques radicaux votés ou confirmés par le congrès de révision du programme du printemps 2016¹⁶. Même si la direction a procédé à la va-vite pour nuire à

-
- 9 Voir sur mon site, [L'appel d'air des élections municipales pour le transport public gratuit](#), 17/10/17. On y notera cependant la critique implicite de la ligne rose comme du train aérien REM, cadeau à « l'industrie de la corruption » et à l'automobile-camion à qui on abandonne le transport de surface. Un transport collectif populaire serait le « Grand virage » (note 11) vers les beaucoup moins dispendieux corridors d'autobus et les tramways.
- 10 Guillaume Bourgault-Côté, [Les leçons de politique de Valérie Plante](#), Le Devoir, 11/11/17. On n'en revient pas de constater que Libéraux, CAQ et PQ aient parfaitement compris la centralité du programme comme principale leçon mais pas Québec solidaire qui ramène tout à une question de régions et surtout d'organisation.
- 11 Bertrand Schepper, Institut de recherche et d'information socioéconomique (IRIS), [Le transport en commun gratuit pour Montréal](#), 09/17
- 12 Luc Gagnon et Jean-François Boisvert, [Place au Grand Virage](#), Le Devoir, 25/06/16
- 13 Le capital, sauf celui dinosaurien, a compris qu'avec les croissantes inégalités il danse sur un volcan politique. Il a compris qu'économiquement l'enlèvement dans le crédit jusqu'au cou, générateur de crise systémique comme en 2008, enrayer la demande solvable. Astucieusement, il a aussi compris que la hausse du salaire minimum frappe davantage, toute proportion gardée, la PME que le grand capital transnational, et au sein de celui-ci plus le grand capital commercial que celui manufacturier.
- 14 La manifestation intersyndicale de la mi-octobre à Montréal pour le 15\$ était une farce de désorganisation et de démobilitation (200 à 400 personnes).
- 15 En annexe, on trouvera le canevas de ce que pourrait être une plateforme de plein emploi écologique.
- 16 Voici ces points : « Afin de rattraper le retard accumulé par rapport à nos engagements internationaux et afin de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1,5 degrés Celsius, il faut accélérer la transition énergétique pour la période entre 2018 et 2030 de façon à atteindre 67% de

la possibilité d'amendement, les groupes se réclamant de l'anticapitalisme, en particulier celui s'arrogeant le nom de « réseau écosocialiste »¹⁷, se sont vautrés dans la passivité et dans le silence d'un opportunisme crasse en laissant passer leur tour.

Derrière l'oxymoron faux radical de la fusion, le spectre de l'alliance nationaliste

Conscients de ce déficit de radicalisme à l'heure où de vieux politiciens sociaux-démocrates à la Sanders et Corbyn en ont démontré le potentiel électoral, certains intellectuels organiques de la gauche Solidaire ont compris la nécessité de se draper dans le faux radicalisme de l'unilatéralisme indépendantiste qu'apporterait une fusion avec Option nationale¹⁸. Cela s'appelle confondre des vessies et des lanternes.

La droite souverainiste catalane, à la tête du processus indépendantiste mais auparavant championne de l'austérité, a crû que sa déclaration unilatérale du 27 octobre suffirait. Le centre-gauche l'appuyait et même la partie indépendantiste de la gauche anticapitaliste lui poussait dans le dos. La mobilisation populaire appuyée sur des organisations de masse et des comités de base avait permis la victoire référendaire. On constate aujourd'hui les résultats désastreux¹⁹. Si la sévère répression à la mode franquiste a suffi à provoquer l'ire indépendantiste des « de souche » catalans, prolétariat et petite bourgeoisie confondus, l'absence d'un projet de société ne rallie pas à la cause une bonne moitié du peuple catalan. Cette bonne moitié inclut la majorité du prolétariat manufacturier et des services non publics, lequel prolétariat est issu en grande partie de l'immigration interne et externe. Il comprend même une partie significative de la gauche radicale à la tête de la municipalité de Barcelone qui, à tort, fait le service minimum.

Démocratiquement, la proposition de fusion avec Option nationale est un coup de Jarnac contre le programme et contre les statuts. Politiquement, elle s'avère une manœuvre de diversion pour éviter l'alternative du projet de société radicale du plein emploi écologique tout en prétendant à l'oxymoron du radicalisme institutionnel qu'est l'unilatéralisme constitutionnel. Et en sous-main, on voit bien encore une fois réapparaître le spectre trois fois rejeté de l'alliance nationaliste.

Marc Bonhomme, 11 novembre 2017

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

réduction en dessous du niveau de 1990. [...] ...il importe de rejeter les moyens d'action qui nous mèneraient vers un maintien du statut quo : S'opposer aux Bourses du carbone qui sont des outils d'enrichissement des multinationales, et qui risquent de devenir un nouvel instrument spéculatif. Rejeter les fausses solutions techniques qui n'engagent pas de réelles réductions d'émissions des gaz à effet de serre (les agrocarburants, la géo-ingénierie, le stockage du carbone, etc.). S'opposer aux taxes sur le carbone qui frappent surtout les plus pauvres. »

17 Voir mon analyse de leur récente brochure sur mon site : « [Brochure du «Réseau écosocialiste»... qui oublie l'écologie](#) »

18 Benoît Renaud, [Unilatéralisme et souveraineté populaire](#), Presse-toi-à-gauche, 31/10/17 et Ronald Cameron, [Denis Monière et la déclaration unilatérale d'indépendance](#), Presse-toi-à-gauche, 22/10/17

19 Josep Maria Antentas interviewé par Dan La Botz, [Whither Catalonia? An interview – On the struggles in Catalonia and the Spanish State](#), New Politics par ESSF, 8/11/17 : « *Depuis la proclamation de la République espagnole le 27 octobre, le gouvernement catalan était totalement paralysé. Il n'a jamais pensé que les choses iraient si loin et ne prévoyait pas d'aller au-delà d'une déclaration symbolique.* » (ma traduction)

Un Québec indépendant de plein emploi écologique

Pour éviter l'isolement que l'alliance nationaliste avec le PQ prétendait résoudre, s'impose une nouvelle alliance avec les nations autochtones et inuit, les nationalités racisées et les mouvements sociaux. Les luttes climatique et pour la biodiversité pour sauver la civilisation en sont le creuset. Cette nouvelle alliance concerne en particulier la jeunesse qui déserte la cause indépendantiste, à moins qu'elle soit comprise comme indispensable aux causes écologiste, de justice sociale et de paix mondiale. Racisme et sexisme cristallisent le corrompu capitalisme des copains, stade suprême néolibéral. Répression, militarisation et guerres s'installent à demeure. Aggravés par la crise climatique, ces fléaux dévastent la nature et polarisent la société. La haine engendrée fait le lit des barbaries impérialistes, grands et petits, et de leur contrepartie, la barbarie djihadiste. Si la défense des acquis s'impose, la victoire sur le capital a besoin de l'espoir d'un projet de société de plein emploi écologique.

La cible radicale Solidaire de baisser des deux tiers d'ici 2030 par rapport à 1990 les émanations de GES est conforme à la science et aux objectifs des Accords de Paris de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1,5°C en 2100. Elle est inatteignable par le marché ou la taxe carbone qui font le jeu des marchés financiers et des grands pollueurs. Elle exige qu'aucune goutte d'hydrocarbure québécois ne sorte de terre. Elle nécessite une planification démocratique financée par une mobilisation de l'épargne nationale et le contrôle des échanges commerciaux, ce qui requiert l'indépendance. Le Québec peut être « *quelque chose comme un grand peuple* » à l'image des femmes du Québec qui furent à l'initiative de la Marche mondiale des femmes. Encore mieux que les Bernie Sanders et Jeremy Corbyn, lestés par des partis faillis, Québec solidaire propose de dépasser le capitalisme pour sauver la civilisation, ce que sait faire le peuple québécois du Printemps érable. Cette radicalité est la réponse à la montée de l'extrême-droite qui stigmatise le Québec racisé et menace le monde.

De grands chantiers écologiques au cœur de la plateforme

Ce radicalisme appelle à une plateforme de plein emploi écologique basé sur de grands chantiers. Il faut réhabiliter selon la fine pointe de la technologie écologique l'ensemble du stock de bâtiments du Québec tout en multipliant les bâtiments à quasi consommation zéro d'énergie comme la bibliothèque publique de Varennes. 50 000 logis sociaux en seront l'avant-garde. Les bâtiments et logements non climatisés à l'électricité seront convertis et ainsi rénovés d'ici 2030. Plus crucialement, car c'est là où le bât blesse, d'ici 2030 le transport électrique des livraisons de proximité à partir de pôles de transbordement maritime-rail doit être achevé. Sera en voie de réalisation la transition du transport à longue distance par cabotage et par train intermodal. Le transport des personnes devra être essentiellement assuré en 2030 par le transport collectif électrifié et un complément d'auto-partage communautaire, aussi électrifié, plus important dans les petites villes et les villages.

Québec solidaire ne subventionnera pas les entreprises car l'efficacité énergétique abaissera leurs coûts. Le parti les obligera à se doter d'une politique d'écologie du lieu de travail, en accord avec les syndicats à favoriser partout, assurant sécurité du travail et au travail. Les entreprises, individuellement et conjointement, seront tenues de reconverter les emplois devant être supprimés pour raison écologique. La Banque d'État préconisée par les Solidaires financera les PME délaissées par les banques de même que les petits et moyens propriétaires devant rénover leurs logements tout en assurant une protection des loyers. L'ensemble des banques et consorts sera mobilisé pour financer à bon compte la plateforme pour le plein emploi écologique.

Ces grands chantiers écologiques seront la voie royale vers le plein emploi écologique, épine dorsale de la lutte contre la pauvreté et les inégalités. La plateforme y ajoutera un réinvestissement massif anti-austérité dans les services publics. Ces emplois sont aussi écologiques en plus d'être féministes parce que les femmes en sont les principales bénéficiaires tant comme travailleuses rémunérées que domestiques. Ces emplois requièrent une masse d'énergie humaine mais très peu d'énergie fossile tout comme ils enrichissent les relations personnelles aux dépens du stress compétitif. Ce stress avec les poisons alimentaires et aériens sont les sources majeures de mauvaise santé. En découle une priorité à la santé préventive à partir des CLSC, point d'attache de tous les médecins de famille. Le complément en est la réutilisation et la récupération des déchets à 100% d'ici 2030.

Ces grands chantiers se combineront à la baisse du temps de travail à 35 heures semaine sans baisse de revenu ce qui libérera du temps pour socialiser, s'éduquer, créer et militer, contrepartie du consumérisme. Ce Québec de plein emploi écologique et social se dotera d'une politique d'immigration sans frontière pour combler les postes vides, dynamiser son économie et enrichir sa culture. La hausse du salaire minimum à 15\$ est aussi écologique car une travailleuse pauvre est forcée à acheter de la pacotille vite à renouveler, de la nourriture agro-industrielle et souvent une vieille auto énergivore tout comme à louer un logement mal isolé.

Québec solidaire n'attendra pas les Calendes grecques pour légiférer en termes de zonage, de code du bâtiment et autres obligations afin d'amorcer le processus d'une ville sans auto solo, sans bungalow et sans publicité, but atteignable dès 2050. La ville nouvelle s'appuiera sur une agriculture biologique de fermes

familiales et coopératives adéquatement soutenues pénétrant le tissu urbain et liée à la ville par un maximum de circuits courts impliquant obligatoirement les entreprises de transformation et de distribution alimentaire.

Les ménages québécois, une fois informés adéquatement, seront heureux de ce soulagement budgétaire consistant à se débarrasser de leurs véhicules privés en faveur d'un transport public gratuit du XXI^{ie} siècle qui n'a rien à voir avec le REM (voir annexe), de renoncer à la maison unifamiliale et même en rangée en faveur d'un logement collectif de qualité adossé à des services de proximité, à un réseau bicyclette-piéton et au transport public, y compris l'autopartage, et avec accès à l'agriculture urbaine au sol ou sur les toits.

Un plan financièrement réaliste, à gratuité mobilisatrice et requérant l'indépendance

Il faut arrêter de flipper à propos du financement. Une réforme fiscale en profondeur, dont le blocage des paradis fiscaux et la fin de l'évasion et de l'évitement fiscaux, y suffira. La Coalition mains rouges a démontré que le seul Québec fédéral pouvait aller chercher dix milliards \$ de plus l'an en revenus fiscaux supplémentaires. Rappelons que financement ne signifie pas nécessairement dépense budgétaire mais investissement récupérable. On finance les négawatts de la réhabilitation énergétique des bâtiments et les flottes de camions électrifiés de la même façon que les mégawatts d'Hydro-Québec. Sauf que l'usager payeur, par la conservation de l'énergie, débourse moins pour payer sa dette que ses frais énergétiques initiaux.

La clef de voûte mobilisatrice de la plateforme pour le plein emploi écologique en est la gratuité du transport collectif sur dix ans. Il l'est déjà à l'intérieur de petites villes comme Chambly, Ste-Julie et Beauharnois. Cette revendication-clef a le même potentiel mobilisateur que la gratuité scolaire l'a été pour le Printemps érable. La gratuité scolaire, dans le cadre d'une éducation citoyenne non marchande, est de soi écologique. Elle généralise la culture scientifique afin de comprendre les grands équilibres écologiques et les causes des crises écologiques qui ont tout à voir avec l'accumulation capitaliste. Elle débouche sur la recherche et la mise en place de solutions qui ont tout à voir avec la socialisation des grands moyens de production dont la Finance, les système de transport et d'énergie et les entreprises d'exploitation des ressources naturelles. Les écoles privées et consortis réservées à une élite et la recherche universitaire prise en otage par les grandes entreprises bloquent ce changement d'où la suppression des premières et la socialisation de la seconde.

Le plein emploi écologique nécessite l'indépendance pour détenir les pouvoirs constitutionnels pour le réaliser et surtout pour se débarrasser de l'humiliant et paralysant fardeau du *Quebec bashing* : les pouvoirs pour contrôler la Finance et les changes grâce à une monnaie nationale, ceux pour que le Québec ne devienne pas une passoire pétrolière et gazière et pour qu'il se sorte d'accords de libre-échange masquant la dictature des transnationales. Ces pouvoirs seront au cœur de l'apport Solidaire à la Constituante à convoquer sans plus tarder tout comme le parti réclame dès maintenant une série de réformes démocratiques centrées autour de la proportionnelle compensatoire, d'assemblée de reddition de compte et de droits de rappel des personnes élues. La Constituante permettra de reconnaître le droit à l'indépendance des nations autochtones de la province fédérale du Québec et de leur offrir l'égalité nationale dans le cadre d'une république fédérée et écologique.

Un tel projet de société emballant redonnera le goût du français à la jeunesse qui n'accepte pas la répression linguistique sauf celle contre le patronat en ce qui concerne la langue de travail et celle d'affichage. Il facilitera l'intégration des communautés culturelles et racisées, surtout en termes d'emploi, et leur adhésion à la québecitude, dont le français, loin du néolibéralisme guerrier que fuient les réfugiées. Il favorisera les relations de peuple à peuple, y inclus ceux canadien et étasunien, pour obtenir leur accord au projet indépendantiste et pour établir des ententes commerciales, financières, scientifiques, culturelles réciproquement avantageuses et, pourquoi pas, pour aller dans la même direction que le peuple québécois... ou vice-versa.

Annexe : Une alternative écologique et populaire au REM, au même coût

Le REM sert les intérêts de la Finance, de « l'industrie de la corruption » et de Bombardier et « oublie » tant l'est de Montréal que le restant du Québec. Comme alternative au même prix, on peut s'inspirer du « Grand virage » :

— Pour un budget semblable au REM, le Grand Virage inclut les lignes suivantes de tramway : 1. Anjou/Pie-IX/CHUM ; 2. Laval (Saint-Martin)/Pie IX/métro Pie-IX ; 3. Métro Lionel-Groulx/Lachine/aéroport ; 4. Centre-ville/pont Champlain/Dix30 ; 5. Centre-ville/pont Champlain/Taschereau/métro Longueuil ; 6. Centre-ville/Côte-des-Neiges ; 7. Le Carrefour/métro Montmorency/Bois-Francs.

— Le Grand Virage inclut aussi 3 stations de métro : Pie-IX, Poirier et Bois-Francs.

— Il sera même possible de financer une ligne de tramway à Gatineau et une à Québec.

Marc Bonhomme, vingt-six septembre 2017